

a fait une enquête sur les prix des instruments agricoles nous montre que l'International Harvester Company a vendu 77.5 p. 100 de ses produits dans l'Ouest et seulement 22.4 p. 100 dans l'Est. Pour la Massey-Harris, les proportions étaient de 66.69 p. 100 dans l'Ouest et de 33.31 p. 100 dans l'Est. Quant à la John Deere Company, presque toutes ses ventes ont été faites dans l'Ouest canadien. Ces chiffres montrent bien nettement, je pense, où s'effectuent les ventes d'instruments agricoles.

Environ 40 p. 100 seulement des cultivateurs du Canada habitent les provinces des Prairies et ce groupe a payé des droits énormes aux provinces centrales du Canada. En droits douaniers seulement l'Ouest a versé environ 54 millions de dollars chaque année. Ce montant ne représente que les droits, mais si nous y ajoutons l'excédent que nous payons pour nos instruments agricoles se chiffre de 54 millions de dollars s'en trouverait considérablement augmenté.

Certaines gens affirment que les cultivateurs de l'Ouest ont la meilleure part, mais je suis d'avis que les autres régions du Canada ne sont pas trop mal partagées. Voici un article publié dans un journal de l'Ouest; je cite:

Dans l'ensemble, 93.6 p. 100 de tout le blé canadien est récolté à l'ouest de Winnipeg, puisque seulement environ 20 millions de boisseaux sont récoltés dans les autres provinces au cours des années normales. Pour ce qui est des autres céréales, la proportion varie davantage: seulement 64 p. 100 de l'avoine, 79 p. 100 de l'orge, 87 p. 100 du seigle et 95 p. 100 du lin sont récoltés à l'ouest de Winnipeg. Par contre, l'Est du Canada produit 54 p. 100 du bétail canadien; de plus son pourcentage de toute la production canadienne est de 62 pour les porcs, 55 pour les moutons, 58 pour les œufs, 64 pour le beurre, 95 pour le fromage et 72 pour le lait.

Ces chiffres ont été cités dernièrement par l'honorable James G. Gardiner, ministre fédéral de l'Agriculture, dans un discours prononcé à Winnipeg. Il est donc évident que si l'Ouest canadien se spécialise dans la culture des céréales, l'Est s'adonne à la culture mixte. Le ministre de l'Agriculture a cité ces chiffres pour démentir ceux qui prétendent que le trésor fédéral a contribué plus à l'agriculture dans l'Ouest que dans l'Est du Canada. Il a indiqué que les producteurs de blé et d'autres céréales avaient pour la plupart réussi à traverser les dures années de crise malgré la sécheresse et les conditions adverses du marché.

Je prie le comité de bien noter cela. L'article continue:

Au cours des dix dernières années on a dépensé environ \$36,800,000 pour maintenir et aider l'industrie du bétail, dont 27 millions et demi dans l'Est canadien...

Même si les opérations de la commission du blé devaient entraîner cette année, pour le gouvernement fédéral, les pertes que prédisent les critiques pessimistes, les dépenses encourues par les autorités fédérales depuis dix ans en vue de sauvegarder l'industrie du blé n'approcheraient pas encore de celles qu'a entraînées l'industrie du bétail au cours de la même période.

Maintes fois, des critiques de salon ont conseillé aux cultivateurs de l'Ouest d'abandonner la culture des céréales pour la culture mixte.

Je prie les honorables députés de bien écouter ce qui suit:

En temps normal, le Canada exporte environ 66 p. 100 de sa récolte de blé et 66 p. 100 de sa production de fromage. On ne compte que quatre autres produits agricoles dont les exportations dépassent 10 p. 100 du volume de la production.

Si l'Ouest était en mesure de passer de la culture des céréales à la culture diversifiée, cette dernière industrie exigerait encore plus de secours fédéraux qu'elle n'en a reçu dans le passé. Une augmentation de 50 p. 100 dans la culture mixte de l'Ouest ruinerait les cultivateurs de l'Est, ou du moins les forcerait à réclamer encore plus de protection qu'on n'en accorde aujourd'hui à l'agriculture mixte. Afin d'assurer au cultivateur un prix plus avantageux pour son beurre, son lait, son fromage à la crème et ses autres produits, on a érigé une barrière douanière élevée contre l'importation de ces denrées. Mais avec un marché d'exportation limité, toute augmentation dans l'approvisionnement domestique aurait un grave effet sur le producteur, même si cela permettait au public consommateur d'acheter ces produits à meilleur compte.

Le temps est mal choisi pour le cultivateur de l'Est de récriminer contre l'aide accordée à l'agriculture de l'Ouest. Le producteur agricole de l'Est est dans une situation tout à fait différente; non seulement jouit-il d'un marché domestique protégé où il peut vendre ses produits, mais de plus, le Gouvernement lui accorde une aide généreuse dans tous ses travaux agricoles. Par contre, le cultivateur doit acquitter lui-même les frais encourus pour le classement et l'inspection du blé et des autres céréales au moyen d'honoraires imposés pour ces services.

Ces gens qui ont commencé à pousser les hauts cris et à récriminer parce que l'on accordait aux producteurs de céréales un prix fixe pour leur blé livré à Fort-William, c'est-à-dire moins les frais de transport de la ferme à cet endroit, auraient été bien avisés de commencer par étudier la situation de leurs propres cultivateurs.

On nous a dit que nous ne pouvions nous passer de la bourse des grains de Winnipeg. Je prétends que nous pourrions facilement nous en passer, car il abrite l'un des groupes les plus considérables de parasites qui existent au Canada et maintenant que nous commençons à pratiquer l'économie autant vaudrait le faire là-bas que dans certains autres domaines qui nous touchent de plus près.

Les céréales secondaires se sont vendues à des prix très modiques depuis un certain nombre d'années. Il est arrivé dans leur cas ce qui s'est produit à propos du blé. Nous constatons que nous produisons à perte les céréales secondaires que nous cultivons. Les débouchés qui existaient pour ces céréales semblent être presque totalement disparus. Le fait que les cultivateurs ont dû cesser de se servir de chevaux pour produire à moins de frais grâce aux tracteurs est une des causes de la contraction du marché des céréales secondaires.